

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ; 17 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 42

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1129

Περὶ κυρώσεως τοῦ εἰς Στρασβοῦργον τὴν 17ην Μαρτίου 1978 ὑπογραφέντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν Δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου τὸ εἰς Στρασβοῦργον τὴν 17ην Μαρτίου 1978 ὑπογραφὲν Πρόσθετον Πρωτόκολλον εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν Δικαστικῆς συνδρομῆς ἐπὶ ποινικῶν ὑποθέσεων, τοῦ ὁποίου τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως:

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION EUROPÉENE D' ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PENALE

Les Etats membres du Conseil de l' Europe, signataires du présent Protocole,

Désireux de faciliter l'application en matières d'infractions fiscales de la Convention européene d'entraide judiciaire en matière pénale ouverte à la signature à Strasbourg le 20 avril 1959 (ci-après dénommée «La Convention»);

Considérant également qu' il est opportun de compléter ladite Convention à certains autres égards,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

Article 1er

Les Parties Contractantes n' exerceront pas le droit prévu à l' article 2.a de la Convention de refuser l' entraide judiciaire pour le seul motif que la demande se rapporte à une infraction que la Partie requise considère comme une infraction fiscale.

Article 2

1. Dans le cas où une Partie Contractante s' est réservé la faculté de soumettre l' exécution des commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d' objets à la condition que l' infraction motivant la commission rogatoire soit punissable selon la loi de la Partie requérante et de la Partie requise, cette condition sera remplie en ce qui concerne les infractions fiscales, si l'infraction est punissable selon la loi de la Partie requérante et correspond à une infraction de même nature selon la loi de la Partie requise.

2. La demande ne pourra être rejetée pour le motif que la législation de la Partie requise n' impose pas le même type de taxes ou impôts, ou ne contient pas le même type de réglementation en matière de taxes et impôts, de douane et de change que la législation de la Partie requérante.

TITRE II

Article 3

La Convention s' appliquera également :

a. à la notification des actes visant l' exécution d' une peine, le recouvrement d' une amende ou le paiement des fais de procédure ;

b. aux mesures relatives au sursis au prononcé d' une peine ou à son exécution, à la libération conditionnelle, au renvoi du début d' exécution de la peine ou à l' interruption de son exécution.

TITRE III

Article 4

L' article 22 de la Convention est complété par le texte suivant, l' article 22 original de la Convention constituant le paragraphe 1 et les dispotisions ci - après le paragraph 2 :

«2. En outre, toute Partie Contractante qui a donné les avis précités communiquera à la Partie intéressée, sur sa demande, dans des cas particuliers, copie des sentences et mesures dont il s' agit, ainsi que tout autre renseignement s' y référant, pour lui permettre d' examiner si elles requièrent des mesures sur le plan interne. Certe communication se fera entre les Ministères de la Justice intéressés».

TITRE IV

Article 5

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l' Europe qui ont signé la Convention. Il sera soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d' acceptation ou d' approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

2. Le protocole entrera en vigueur 90 jours après la date du dépôt du troisième instrument de ratification d'acceptation ou d'approbation.

3. Il entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui le ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement 90 jours après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Un Etat membre du Conseil de l' Europe ne peut ratifier, accepter ou approuver le présent Protocole sans avoir simultanément ou antérieurement ratifié la Convention.

Article 6

1. Tout Etat qui a adhéré à la Convention peut adhérer au présent Protocole après l' entrée en vigueur de celui - ci.

2. L' adhésion s' effectuera par le dépôt, près la Secrétaire Général du Conseil de l' Europe, d' un insstrument d' adhésion qui pendra effet 90 jours après la date son dépôt.

Article 7

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s' appliquera le présent Protocole.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l' application du présent Protocole, par déclaration adressée au Sécrétaire Général du Conseil de l' Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent poura être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration. par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Sécretaire Général de l' Europe.

Article 8

1. Les réserves formulées par une Partie Contractante concernant une disposition de la Convention s' appliquieront également au présent Protocole, à moins que cette Partie n' exprime l' intention contraire au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion. Il en sera de même pour les déclarations faites en vertu de l' article 24 de la Convention.

2. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion, déclarer qui- il se réserve le droit :

a. de ne pas accepter le Titre I, ou de l' accepter seulement en ce qui concerne certaines infractions ou catégories d' infractions visées par l' article 1, ou de ne pas exécuter les commissions rogatoires aux fins de perquisition ou saisie d' objets en matière d' infractions fiscales ;

b. de ne pas accepter le Titre II ;

c. de ne pas accepter le Titre III ;

3. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer au moyen d' une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

4. Une Partie Contractante qui a appliqué au présent Protocole une réserve formulée au sujet d' une disposition de la Convention ou qui a formulé une réserve au sujet d'une disposition du présent Protocole ne peut prétendre à l' application de cette disposition par une autre Partie Contractante ; toutefois elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l' application de cette dispotision dans la mesure où elle l'a acceptée.

5. Aucune autre réserve n' est admise aux dispositions du présent Protocole.

Article 9

Les dispositions du présent Protocole ne fait pas obstacle uax règles plus détaillées contenues dans les accords bilatèraux aou multilatéraux conclus entre des Parties Contractantes en application de l' article 26, paragraphe 3, de la Convention.

Article 10

Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l' Europe suivra l' exécution du présent Protocole et facilitera autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l' exécution du Protocole donnerait lieu.

Article 11

1. Toute Partie Contractante poura, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Protocole en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l' Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

3. La dénonciation de la Convention entraîne automatiquement la dénonciation du présent Protocole.

Article 12

Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhére à la Convention :

a. toute signature du présent Protocole ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d' acceptation, d' approbation ou d' adhésion ;

c. toute date d' entrée en vigueur du présent Protocole conformément à ses articles 5 et 6 ;

d. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l' article 7 ;

e. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l' article 8 ;

f. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraph 2 de l' article 8 ;

g. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 3 de l' article 8 ;

h. toute notification reçue en application des dispositions de l' article 11 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Strasbourg, le 17 mars 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en une seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l' Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l' Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ
ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ
ΕΠΙ ΑΜΟΙΒΑΙΑΣ ΔΙΚΑΣΤΙΚΗΣ ΑΡΩΓΗΣ ΕΠΙ
ΠΟΙΝΙΚΩΝ ΥΠΟΘΕΣΩΝ

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἅτινα ὑπογράφουν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν,

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των νὰ διευκολύνουν τὴν ἐφαρμογὴν ἐπὶ θεμάτων φορολογικῶν παραβάσεων τῆς Συμβάσεως Ἀμοιβαίας Δικαστικῆς Ἀρωγῆς ἐπὶ Ποινικῶν Ὑποθέσεων, ἀνοικτῆς πρὸς ὑπογραφὴν ἐν Στρασβούργῳ ἀπὸ 20ῆς Ἀπριλίου 1959 (καὶ καλουμένης ἐν τοῖς ἐφ' ἑξῆς «ἡ Σύμβασις»),

Κρίνοντα ὁμοίως ὅτι εἶναι σκόπιμος ἡ συμπλήρωσις τῆς Συμβάσεως ἀπὸ ὡρισμένων ἄλλων ἀπόψεων,

Συνεφώνησαν ὅ,τι ἕπεται:

ΤΙΤΛΟΣ 1

Ἄρθρον 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ ἀσκοῦν τὸ ἐν ἄρθρῳ 2ῳ τῆς Συμβάσεως προβλεπόμενον δικαίωμα ἀρνήσεως τῆς δικαστικῆς ἀρωγῆς ἐπὶ μόνῳ τῷ λόγῳ ὅτι ἡ αἴτησις ἀναφέρεται εἰς παράβασιν ἣν τὸ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρος θεωρεῖ ὡς φορολογικὴν παράβασιν.

Ἄρθρον 2.

1. Εἰς ἣν περίπτωσιν ἓν Συμβαλλόμενον Μέρος ἔχει ἐπιφυλάξει εἰς ἑαυτὸ τὴν εὐχέρειαν νὰ ἐκτελῇ τὰς δικαστικὰς παραγγελίας περὶ διεξαγωγῆς ἐρευνῶν ἢ κατασχέσεως ἀντικειμένων ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ εἰς ἣν ἀφορᾷ ἡ δικαστικὴ παραγγελία παράβασις δέον νὰ εἶναι τιμωρητέα βάσει τοῦ δικαίου τόσον τοῦ αἰτοῦντος Μέρους ὅσον καὶ τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους, τότε ὁ ὅρος οὗτος θὰ πληροῦται ἐν σχέσει μὲ φορολογικὰς παραβάσεις, ὁσάκις ἡ παράβασις εἶναι τιμωρητέα κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ αἰτοῦντος Μέρους καὶ ἀντιστοιχεῖ εἰς παράβασιν τῆς αὐτῆς φύσεως κατὰ τὸ δίκαιον τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους.

2. Ἡ αἴτησις δὲν δύναται νὰ ἀπορριφθῇ ἐπὶ μόνῳ τῷ λόγῳ ὅτι ἡ νομοθεσία τοῦ πρὸς ὃ ἡ αἴτησις Μέρους δὲν ἐπιβάλλει παρομοίου τύπου φόρους ἢ δασμούς, ἢ δὲν περιέχει τὸν αὐτὸν τύπον κανονιστικῶν διατάξεων ἐπὶ θεμάτων φόρων καὶ δασμῶν, τελωνείου καὶ συναλλάγματος, μὲ τὴν νομοθεσίαν τοῦ αἰτοῦντος Μέρους.

ΤΙΤΛΟΣ II

Ἄρθρον 3.

Ἡ Σύμβασις ἐφαρμόζεται ὁμοίως:

α) ἐπὶ τῆς κοινοποιήσεως πράξεων σκοπουσῶν εἰς τὴν ἐκτέλεσιν ποινῆς, εἴσπραξιν προστίμου ἢ πληρωμὴν δικαστικῶν δαπανῶν,

β) ἐπὶ μέτρων σχετικῶν μὲ τὴν ἀναστολὴν ἀπαγγελίας τῆς ποινῆς ἢ τὴν ἐκτέλεσίν της, τὴν ὑπὸ ὅρους ἀποφυλάκισιν, τὴν ἀναβολὴν τῆς ἐνάρξεως ἐκτίσεως τῆς ποινῆς ἢ τὴν διακοπὴν ἐκτελέσεώς της.

ΤΙΤΛΟΣ III

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἄρθρον 22 τῆς Συμβάσεως συμπληροῦται μὲ τὸ ἀκόλουθον κείμενον, τοῦ ἀρχικοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμβάσεως ἀπο-

τελοῦντος πλέον τὴν 1ην παράγραφον, τῶν δὲ κατωτέρω διατάξεων ἀποτελουσῶν τὴν 2αν Παράγραφον:

«2. Ἐξ ἄλλου, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος τὸ ὁποῖον ἔχει προέβῆ εἰς τὰς προαναφερομένας γνωστοποιήσεις, θὰ κοινοποιῆ εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος, τῇ αἰτήσει του, εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις, ἀντίγραφον τῶν περὶ ὧν πρόκειται ἀποφάσεων καὶ μέτρων, ὡς καὶ πᾶσαν ἄλλην σχετικὴν πληροφορίαν, ὥστε νὰ δυνηθῆ τοῦτο νὰ ἐξετάσῃ ἐὰν ἀπαιτοῦνται μέτρα ἐπὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ πεδίου. Ἡ κοινοποίησις αὕτη θὰ γίνηται μεταξὺ Ὑπουργείων Δικαιοσύνης τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν».

ΤΙΤΛΟΣ IV

Ἄρθρον 5.

1. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν ἀπὸ τὰ Κράτη Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ἅτινα ἔχουν ὑπογράψει τὴν Σύμβασιν. Θὰ ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Τὸ πρωτόκολλον θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύι 90 ἡμέρας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τοῦ τρίτου ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

3. Θὰ τίθεται δὲ ἐν ἰσχύι ἔναντι παντὸς Κράτους ἔχοντος ὑπογράψει τοῦτο καὶ ἐπικυροῦντος, ἀποδεχομένου ἢ ἐγκρίνοντος αὐτὸ μεταγενεστέρως, 90 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως αὐτοῦ.

4. Οὐδὲν Κράτος μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται νὰ ἐπικυρώσῃ, ἀποδεχθῆ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον, χωρὶς ταυτοχρόνως νὰ ἐπικυροῖ ἢ νὰ ἔχῃ κατὰ τὸ παρελθὸν ἐπικυρώσει τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 6.

1. Πᾶν Κράτος προσχωροῦν εἰς τὴν Σύμβασιν δύναται νὰ προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον μετὰ τὴν ἐν ἰσχύι θέσιν αὐτοῦ.

2. Ἡ προσχώρησις θὰ ἐνεργῆται διὰ τῆς παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης καταθέσεως ἐγγράφου προσχωρήσεως, τιθεμένης ἐν ἰσχύι 90 ἡμέρας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου της.

Ἄρθρον 7.

1. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ καθορίσῃ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη ἐπὶ τῶν ὁποίων θὰ ἐφαρμόζεται τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

2. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, ἢ ὁποτεδήποτε ἐφ' ἑξῆς, νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, διὰ δηλώσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἐπὶ παντὸς ἄλλου ἐδάφους καθοριζομένου ἐν τῇ δηλώσει, τὸ ὁποῖον ἐκπροσωπεῖ διεθνῶς, ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου ἔχει τὴν ἱκανότητα νὰ συμβάλληται.

3. Πᾶσα δήλωσις γενομένη κατὰ τὴν προηγουμένην παράγραφον θὰ δύναται νὰ ἀνακληθῆ, ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἐν τῇ τοιαύτῃ δηλώσει καθοριζόμενον ἔδαφος, διὰ γνωστοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ἡ ἀνάκλησις θὰ τίθεται ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 8.

1. Αἱ ὑπό τινος Συμβαλλομένου Μέρους διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις περὶ μιᾶς διατάξεως τῆς Συμβάσεως θὰ ἰσχύουν ὁμοίως καὶ ἐπὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Μέρος τοῦτο ἐκφράσῃ ἐναντίαν πρόθεσιν κατὰ τὴν ὑπογραφήν, ἢ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ. Τὸ αὐτὸ ἰσχύει καὶ διὰ τὰς κατὰ τὸ ἄρθρον 24 τῆς Συμβάσεως γενομένας δηλώσεις.

2. Πᾶν Κράτος δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ κατὰ τὴν στιγμὴν καταθέσεως τοῦ ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως αὐτοῦ, νὰ δηλώσῃ ὅτι ἐπιφυλάσσεται τοῦ δικαιώματός του:

α) νὰ μὴν ἀποδεχθῆ τὸν Τίτλον I, ἢ νὰ τὸν ἀποδεχθῆ μόνον ὅσον ἀφορᾷ ὡρισμένας παραβάσεις ἢ κατηγορίας παραβάσεων σκοπουμένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 1, ἢ νὰ μὴν ἐκτελῆ τὰς δικαστικὰς παραγγελίας διὰ τὴν ἔρευναν ἢ κατάσχεσιν πραγμάτων ἐπὶ ὑποθέσεων φορολογικῶν παραβάσεων,

β) νὰ μὴν ἀποδεχθῆ τὸν Τίτλον II

γ) νὰ μὴν ἀποδεχθῆ τὸν Τίτλον III.

3. Πᾶν Συμβαλλόμενον Κράτος τὸ ὁποῖον ἔχει διατυπώσει μίαν ἐπιφύλαξιν δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου, δύναται νὰ τὴν ἀποσύρῃ διὰ δηλώσεώς του πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, τιθεμένης ἐν ἰσχύι ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεώς της.

4. Συμβαλλόμενον Μέρος ὅπερ ἔχει ἐφαρμόσει ἐπὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἐπιφύλαξιν διατυπωθεῖσαν ἐπὶ μιᾶς διατάξεως τῆς Συμβάσεως, ἢ τὸ ὁποῖον ἔχει διατυπώσει ἐπιφύλαξιν ὡς πρὸς μίαν διάταξιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, δὲν δύναται νὰ ἀπαιτῆ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως ταύτης ἀπὸ ἓν ἄλλο Συμβαλλόμενον Μέρος. Ἐν πάσῃ περιπτώσει δύναται, ἐὰν ἡ ἐπιφύλαξις εἶναι μερικὴ ἢ ὑπὸ ὅρους, νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως ταύτης καθ' ὃ μέτρον τὴν ἔχει ἀποδεχθῆ.

5. Οὐδεμία ἄλλη ἐπιφύλαξις εἶναι δεκτὴ ὡς πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 9.

Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δὲν κωλύουν τοὺς λεπτομερεστέρους ἐκείνους κανόνας οἵτινες περιέχονται εἰς τὰς διμερεῖς ἢ πολυμερεῖς συμφωνίας τὰς συναφθείσας μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 26, παραγράφου 3, τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Εὐρωπαϊκὴ Ἐπιτροπὴ Ποινικῶν Προβλημάτων τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ παρακολουθῆ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, καὶ θὰ διευκολύνῃ, ὅσον ἀπαιτεῖται, τὸν φιλικὸν διακανονισμὸν οἱασδήποτε δυσχερείας προκυπτούσης ἐκ τῆς ἐκτελέσεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 11.

1. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, ὅσον τὸ ἀφορᾷ, νὰ καταγγείλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον διὰ γνωστοποιήσεώς του πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ καταγγελία θὰ τίθεται ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως τῆς σχετικῆς γνωστοποιήσεως ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

3. Ἡ καταγγελία τῆς Συμβάσεως συνεπάγεται αὐτομάτως τὴν καταγγελίαν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 12.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ γνωστοποιῆ εἰς τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου, καὶ εἰς πᾶν ἄλλο Κράτος ἔχον ὑπογράψει τὴν Σύμβασιν:

α) πᾶσαν ὑπογραφὴν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου,

β) τὴν κατάθεσιν παντὸς ἐγγράφου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς, ἐγκρίσεως ἢ προσχωρήσεως,

γ) πᾶσαν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 5 καὶ 6 αὐτοῦ,

δ) πᾶσαν δήλωσιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν παραγράφων 2 καὶ 3 τοῦ ἄρθρου 7,

ε) πᾶσαν δήλωσιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 8,

στ) πᾶσαν ἐπιφύλαξιν διατυπουμένην κατ' ἐφαρμογὴν τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 8,

ζ) τὴν ἀνάκλησιν οἱασδήποτε ἐπιφυλάξεως γενομένης κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου 8,

η) πᾶσαν γνωστοποίησιν λαμβανομένην κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 11 καὶ τὴν ἡμερομηνίαν θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς καταγγελίας.

Ἐφ' ᾧ οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐπὶ τούτῳ ἐντεταλμένοι, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον,

Ἐν Στρασβούργῳ, τὴν 17ην Μαρτίου 1978, εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ τὴν ἀγγλικήν, ἀμφοτέρων τῶν κειμένων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν, εἰς ἓν μόνον ἀντίτυπον, ὅπερ θέλει κατατεθῆ παρὰ τῷ ἀρχείῳ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης θὰ κοινοποιῆ κεκυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς ὅλα τὰ ὑπογράφοντα καὶ προσχωροῦντα Κράτη.

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ**

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ — **ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

---

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 139

Περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως εὐαγοῦς ἐκκλησιαστικοῦ ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ» καὶ κυρώσεως τοῦ Ὀργανισμοῦ αὐτοῦ.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰς ὑπ' ἀριθμὸν 15023/4 Φεβρουαρίου 1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεις τοῦ συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ, δι' ὧν ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου Κερκύρας καὶ Παξῶν Πολυκάρπου καὶ τῆς Μακρίνας θυγ. Σπυρίδωνος ἢ Ἰωάννου Λαμπίρη, συνεστήθη ἐν Κερκύρᾳ εὐαγὲς ἐκκλησιαστικὸν ἵδρυμα ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ—Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ», 2) τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων : α) 95 καὶ 98 τοῦ Α.Ν. 2039/1939 «περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως τῶν νόμων περὶ ἐκκαθαρίσεως καὶ διοικήσεως τῶν εἰς τὸ Κράτος καὶ ὑπὲρ κοινωφελῶν σκοπῶν καταλειπομένων κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν καὶ δωρεῶν, β) 101 καὶ 119 τοῦ Εἰσαγωγικοῦ Νόμου καὶ Ἀστικοῦ Κώδικος καὶ γ) 106 καὶ 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, 3) τὰς διατάξεις τοῦ Ν. Δ/τος 162/1973 «περὶ μέτρων προστασίας τῶν ὑπερηλίκων καὶ χρονίως πασχόντων ἀτόμων» καὶ τοῦ εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντος Π. Δ/τος 631/1974 «περὶ τῶν προϋποθέσεων ἱδρύσεως καὶ λειτουργίας Ἰδιωτικῶν Οἴκων Εὐγηρίας καὶ Θεραπευτηρίων Χρονίων Παθήσεων, μὴ κερδοσκοπικοῦ χαρακτῆρος», 4) τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ. 2652/66/20.5.1980 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Πρωθυπουργοῦ καὶ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν «περὶ ἀναθέσεως ἁρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Οἰκονομικῶν», (ΦΕΚ 497/Β'/28.5.1980) καὶ 5) τὴν ἀπὸ 17.4.1980 σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθν. Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ὑπουργοῦ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Ὑφυπουργοῦ Οἰκονομικῶν, ἀποφασίζομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Ἐγκρίνομεν τὴν σύστασιν τοῦ εὐαγοῦς ἐκκλησιαστικοῦ ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ», γενομένην ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτη Κερκύρας καὶ Παξῶν Πολυκάρπου καὶ τῆς Μακρίνας θυγ. Σπυρ. Λαμπίρη διὰ τῶν ὑπ' ἀριθ. 15023/4.2.1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεων τοῦ Συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ.

Τὸ Ἵδρυμα τοῦτο, ὅπερ ἀποτελεῖ Νομικὸν Πρόσωπον Ἰδιωτικοῦ Δικαίου, τελεῖ ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν καὶ τὸν ἔλεγχον τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν, διεπόμενον ὑπὸ τῆς προρρηθείσης συστατικῆς πράξεως, τοῦ Ὀργανισμοῦ τούτου, τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων.

2. Κυροῦμεν τὸν Ὀργανισμὸν διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ Ἱδρύματος τούτου, ἐξ ἄρθρων δέκα ἕξ (16) καταχωριζόμενον κατωτέρω.

Εἰς τοὺς αὐτοὺς Ὑπουργὸν Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν καὶ Ὑφυπουργὸν Οἰκονονικῶν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΟΚΟΒΟΣ**

ΚΟΙΝΩΝΙΚΩΝ ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ — **ΣΠΥΡΙΔΩΝ ΔΟΞΙΑΔΗΣ**

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ εὐαγοῦς Ἐκκλησιαστικοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ—Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ».

Ἄρθρον 1.

Μορφὴ-Ἐπωνυμία-Ἕδρα-Σφραγίς.

1. Τό, διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 15023/4.2.1980 καὶ 15744/24.9.1980 πράξεων τοῦ συμβολαιογράφου Κερκύρας Γεωργίου Ἰωάννου Ζωχιοῦ, συσταθέν, παρὰ τῇ Ἱερᾷ Μητροπόλει Κερκύρας καὶ Παξῶν, Εὐαγὲς Ἐκκλησιαστικὸν Ἵδρυμα ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ-Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ», ἀποτελεῖ Νομικὸν Πρόσωπον Ἰδιωτικοῦ Δικαίου, ἀπολαμβάνον διοικητικῆς καὶ οἰκονομικῆς αὐτοτελείας καὶ διεπόμενον ὑπὸ τῶν διατάξεων τῆς ὡς ἄνω ἱδρυτικῆς πράξεως, τῶν ἄρθρων 186 καὶ ἑπόμενα τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, τοῦ Α.Ν. 2039/1939, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει, τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων καὶ τοῦ παρόντος Ὀργανισμοῦ.

2. Ἕδρα τοῦ ἱδρύματος ὁρίζεται ἡ πόλις τῆς Κερκύρας.

3. Ἡ σφραγὶς τοῦ ἱδρύματος εἶναι κυκλική, διαμέτρου πέντε ἑκατοστῶν ἀναγράφουσα περιμετρικῶς τὰς λέξεις «ΙΔΡΥΜΑ ΧΡΟΝΙΩΣ ΠΑΣΧΟΝΤΩΝ — Η ΠΛΑΤΥΤΕΡΑ», εἰς τὸ κέντρον δὲ τὸ ἔτος ἐγκρίσεως τῆς συστάσεως τούτου (1980).

Ἄρθρον 2.

Σκοπός.

1. Σκοπὸς τοῦ ἱδρύματος εἶναι ἡ ἀντίληψις καὶ προστασία χρονίως πασχόντων ἐκ διαφόρων νοσημάτων ἢ ἐκ γεροντικῆς ἀδυναμίας, ἰδίᾳ κατοίκων κατὰ προτίμησιν τῆς περιφερείας τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Κερκύρας καὶ Παξῶν, διὰ τῆς παροχῆς στέγης, τροφῆς, ἰατροφαρμακευτικῆς περιθάλψεως καθὼς καὶ μερίμνης διὰ τὴν νοσοκομειακὴν περίθαλψιν κ.λπ., ἀναλόγως πρὸς τὰς ἀνάγκας τῶν προσώπων τούτων καὶ τὰς ἑκάστοτε ὑφισταμένας δυνατότητας τοῦ ἱδρύματος.

2. Τὰ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ παραμονῆς εἰς τὸ ἵδρυμα τῶν ἐχόντων πρὸς τοῦτο ἀνάγκην, ὡς καὶ τῶν ἀπαραιτήτων σχετικῶν προϋποθέσεων δι' αὐτὰς (εἰσαγωγὴν κ.λπ.), ρυθμισθήσονται διὰ πράξεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ.

Ἄρθρον 3.

Περιουσία-Πόροι.

1. Περιουσίαν τοῦ ἱδρύματος ἀποτελεῖ : α) τό, ἐν τῇ πόλει τῆς Κερκύρας καὶ παρὰ τὴν Ἱερὰν Μονὴν Πλατυτέρας, κείμενον ἀκίνητον μετὰ τοῦ ἡμιτελοῦς ἐν αὐτῷ κτίσματος, ἀνῆκον εἰς τὴν Ἱερὰν Μητρόπολιν Κερκύρας καὶ Παξῶν, ὡς περιελθὸν αὐτῇ διὰ δωρεᾶς, δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 28346/29.8.72 συμβολαίου τοῦ Συμβολαιογράφου Κερκύρας Ἀθανασίου Βραχλιώτη, νομίμως μεταγραφέντος ἐν τοῖς βιβλίοις Μεταγραφῶν τοῦ Ὑποθηκοφυλακείου Κερκύρας, τὴν 14ην Ἰανουαρίου 1980, ἐν τόμῳ 423ῳ καὶ ὑπ' αὔξ. ἀριθ. 32079, ὅπερ θέλει μεταβιβασθῆ εἰς τὸ ἵδρυμα μετὰ τὴν ἀναγνώρισιν τῆς προσωπικότητός του καὶ θέλει χρησιμοποιηθῆ διὰ τὴν στέγασιν τοῦ ἱδρύματος.

β) Τὰ ἑξῆς περιουσιακὰ στοιχεῖα τῆς ἐκ τῶν ἱδρυτῶν Μακρίνας θυγ. Σπυρίδωνος ἢ Ἰωάννου Λαμπίρη, τὰ ὁποῖα θέλουσι μεταβιβασθῆ εἰς τὸ ἵδρυμα μετὰ τὴν ἀναγνώρισιν του : 1) Διαμέρισμα δύο δωματίων καὶ λοιπῶν βοηθητικῶν χώρων ἐπὶ τῆς Λεωφόρου Ἀλεξάνδρας ἀριθμὸς 213 τέρμα Θῶν Ἀθηνῶν, μὲ ἀριθ. διαμερίσματος 28 τοῦ πέμπτου ὀρόφου ἐπὶ προσόψεως, τοῦ περιελθόντος εἰς αὐτὴν ἐξ ἀγορᾶς δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 14219 τῆς 13.6.1957 ἀγοραπωλητηρίου συμβολαίου τοῦ συμβολαιογράφου Ἀθηνῶν Ἰωάννου Κούγκουλου, νομίμως μεταγραφέντος τὴν 15 Ἰουνίου 1957 ἔτους, ἐν τόμῳ 1740 καὶ ὑπ' αὔξοντα ἀριθμὸν 223. 2) Διαμέρισμα δύο δωματίων καὶ λοιπῶν βοηθητικῶν χώρων ὑπὸ στοιχεῖον Γ-3 τοῦ τρίτου ὀρόφου ἐπὶ τῆς ὁδοῦ 28ης Ὀκτωβρίου καὶ Φερρῶν (γωνία) ἀριθμὸς 71 Ἀθηνῶν, τοῦ περιελθόντος εἰς αὐτὴν ἐξ ἀγορᾶς, δυνάμει τοῦ ὑπ' ἀριθ. 25819 τῆς 15.3.1958 ἀγοραπωλητηρίου συμβολαίου τοῦ Συμ/φου Ἀθηνῶν Ἰωάννου Ἀναστασίου, νομίμως μεταγραφέντος ἐν τοῖς βιβλίοις μεταγραφῶν τοῦ Ὑποθυκοφυλακείου Ἀθηνῶν τὴν 20ὴν Μαρτίου 1958 ἔτους, ἐν τόμῳ 1781 καὶ ὑπ' αὔξ. ἀριθ. 34.

2. Πόροι τοῦ ἱδρύματος εἶναι :

α) Τὰ ἐκ τῆς ἐκμισθώσεως τῶν δύο (2) ἐν Ἀθήναις διαμερισμάτων του προερχόμενα εἰσοδήματα.

β) Τὰ ἐν τοῖς προϋπολογισμοῖς τῶν Ἱερῶν Ναῶν καὶ Μονῶν καὶ Ἱερῶν προσκυνημάτων τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως ἀναγραφόμενα κονδύλια.

γ) Πᾶσα ἐπιχορήγησις ὑπὲρ αὐτοῦ ἐκ μέρους τοῦ Κράτους ἢ Δήμων καὶ Κοινοτήτων.

δ) Προαιρετικαὶ εἰσφοραί, τακτικαὶ συνδρομαὶ καὶ δωρεαὶ φυσικῶν καὶ νομικῶν προσώπων Δημοσίου καὶ Ἰδιωτικοῦ Δικαίου.

ε) Προϊὸν ἐκ περιφορᾶς δίσκου ἢ ἐξ ἐράνων, διενεργουμένων συμφώνως πρὸς τὰς κειμένας διατάξεις.

στ) Κληρονομίαι, κληροδοσίαι ἢ καὶ ἀφιερώματα ἐκ μέρους παντὸς τρίτου ὑπὲρ αὐτοῦ.

ζ) Οἱ τόκοι ἐκ καταθέσεων τῶν χρημάτων κ.λπ. τοῦ ἱδρύματος ὡς καὶ πᾶσα ἑτέρα πρόσοδος μὴ κατονομαζομένη ἐν τῷ παρόντι.

Οἱ πόροι τοῦ ἱδρύματος διατίθενται ἀποκλειστικῶς πρὸς ἐκπλήρωσιν τοῦ διὰ τοῦ παρόντος τασσομένου σκοποῦ αὐτοῦ.

Ἄρθρον 4.

Διοίκησις.

1. Τὸ ἵδρυμα διοικεῖται ὑπὸ ἑπταμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου : Ἐκ τοῦ Σεβασμιωτάτου Μητροπολίτου Κερκύρας καὶ Παξῶν, ὡς Προέδρου, τοῦ Καθηγουμένου τῆς Ἱερᾶς Μονῆς Ὑπεραγίας Θεοτόκου Πλατυτέρας, τῆς ἱδρυτρίας καὶ δωρητρίας Μακρίνας Λαμπίρη, τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Κέντρου Κοινωνικῆς Πολιτικῆς τῆς Νομαρχίας Κερκύρας ἢ ἐν καταργήσει του τοῦ Προϊσταμένου τῆς δημιουργηθησομένης ἀντιστοίχου ὑπηρεσίας, καὶ ἐκ τριῶν ἑτέρων μελῶν, ἐξ ὧν τὸ ἓν θὰ εἶναι εἷς τῶν ἐφημερίων οἱουδήποτε ἐκ τῶν Ἱερῶν Ναῶν τῆς πόλεως, ἐκλεγομένων ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου καὶ διοριζομένων κατὰ τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/1939, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει, διὰ μίαν τριετίαν, μετὰ τὸ πέρας τῆς ὁποίας, θὰ δύνανται νὰ ἀντικατασταθοῦν.

2. Εἰς περίπτωσιν ἀποποιήσεως, παραιτήσεως, ἀνικανότητος, ἐκπτώσεως, θανάτου κ.λπ. μέλους τινὸς τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀκολουθεῖται ἡ διδαδικασία ἀντικαταστάσεως ἢ διαγραφομένη ὑπὸ τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 99 καὶ 86 τοῦ Α.Ν. 2039/1939.

3. Ἅπαντα τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, προσφέρουν τὰς ὑπηρεσίας των ἀμισθί.

4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Ἱδρύματος, κατὰ τὴν πρώτην αὐτοῦ συνεδρίασιν ἐκλέγει ἐκ τῶν μελῶν του τὸν Ταμίαν καὶ τὸν Γραμματέα αὐτοῦ. Τὸν Πρόεδρον, ἀπόντα ἢ κωλυόμενον, ἀναπληροῖ ὁ νόμιμος αὐτοῦ ἀναπληρωτής, τὸν δὲ Καθηγούμενον τῆς Ἱερᾶς Μονῆς Υ.Θ. Πλατυτέρας, τὸ ὑπ' αὐτοῦ ὁριζόμενον μέλος τοῦ Ἡγουμενοσυμβουλίου.

Ἄρθρον 5.

Τρόπος λειτουργίας Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον συνεδριάζει τακτικῶς μὲν ἅπαξ τοῦ μηνός, ἐκτάκτως δὲ τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου αὐτοῦ.

2. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ παρισταμένων τεσσάρων τοὐλάχιστον ἐκ τῶν μελῶν του.

3. Αἱ ἀποφάσεις τοῦ Συμβουλίου λαμβάνονται κατὰ πλειοψηφίαν τῶν παρισταμένων, ἐν ἀπαρτίᾳ, κατὰ τὴν συνεδρίασιν μελῶν του. Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας ὑπερισχύει ἡ ἄποψις ὑπὲρ ἧς τάσσεται ὁ προεδρεύων.

4. Τὸ ἵδρυμα ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον πάσης Ἀρχῆς ἢ τῶν Δικαστηρίων ὑπὸ τοῦ Προέδρου ἢ ὑπὸ τοῦ, παρὰ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, ὁριζομένου ἐπὶ τούτῳ μέλους αὐτοῦ.

Ἄρθρον 6.

Ἁρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον : α) Διοικεῖ τὸ ἵδρυμα, διαχειρίζεται δὲ τὴν περιουσίαν καὶ τοὺς πόρους αὐτοῦ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/1939 καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν αὐτοῦ ἐκδοθέντων Διαταγμάτων καὶ τοῦ παρόντος Ὀργανισμοῦ, β) συντάσσει καὶ τροποποιεῖ τὸν Ἐσωτερικὸν Κανονισμὸν τοῦ ἱδρύματος καὶ γενικῶς ἀποφασίζει περὶ παντὸς ἐν γένει θέματος ἀφορῶντος εἰς τὴν ὀργάνωσιν καὶ λειτουργίαν τοῦ ἱδρύματος, γ) καταρτίζει καὶ ψηφίζει κατ' ἔτος τὸν προϋπολογισμὸν καὶ ἀπολογισμὸν τοῦ ἱδρύματος, οἵτινες ὑποβάλλονται πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὸν Ὑπουργὸν τῶν Οἰκονομικῶν ἢ τὸν Νομάρχην, κατὰ τὰς διακρίσεις τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 18 τοῦ Π.Δ/τος 636/1977 «περὶ διαρθρώσεως τοῦ Ὑπουργείου Οἰκονομικῶν καὶ Ὀργανισμοῦ τῶν Ὑπηρεσιῶν αὐτοῦ», ὡς καὶ τὸν ἰσολογισμὸν αὐτοῦ, δ) ἀποφασίζει περὶ ἀποδοχῆς ἢ ἀποποιήσεως κληρονομιῶν, κληροδοσιῶν καὶ δωρεῶν καὶ περὶ ἀνακηρύξεως εὐεργετῶν καὶ δωρητῶν τοῦ ἱδρύματος, ε) μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐπωφελεστέραν διάθεσιν ἢ ἀξιοποίησιν τῶν πόρων ἢ τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τοῦ ἱδρύματος, σύμφωνα μὲ τὰς διατάξεις τοῦ Ν. 455/1976, στ) ἀποσασίζει περὶ τῆς προσλήψεως τοῦ ἀναγκαιοῦντος προσωπικοῦ, αἱ θέσεις καὶ αἱ εἰδικότητες τοῦ ὁποίου

προβλέπονται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ Π. Δ/τος 631/1974 ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἐγγεγραμμένη σχετικὴ πίστωσις, εἰς τὸν ἐγκεκριμένον, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος, προϋπολογισμὸν τοῦ ἱδρύματος, ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν ἐφαρμογῆς ἑκάστοτε ἰσχυουσῶν συλλογικῶν συμβάσεων, ὡς καὶ τῆς ἰσχυούσης ἐργατικῆς νομοθεσίας, ζ) διορίζει τοὺς πληρεξουσίους δικηγόρους τοῦ ἱδρύματος καὶ γενικῶς λαμβάνει πᾶν πρόσφορον μέτρον διὰ τὴν καλλιτέραν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ τοῦ ἱδρύματος.

Ἄρθρον 7.

Καθήκοντα Προέδρου.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικ. Συμβουλίου : α) Ἀσκεῖ τὴν ἐποπτείαν ἐπὶ τῆς καθόλου λειτουργίας τοῦ ἱδρύματος, β) ἀναθέτει τὸν ἔλεγχον εἰς ἐπὶ τούτῳ ὁριζόμενα πρόσωπα, γ) μελετᾷ καὶ ἀποφασίζει τὰ ληπτέα μέτρα διὰ τὴν ὑλικὴν ἐνίσχυσιν, ἀρτιωτέραν ὀργάνωσιν καὶ εὐόδωσιν τῶν σκοπῶν τοῦ ἱδρύματος, δ) ἀποφασίζει τὴν εἰσαγωγὴν τροφίμων εἰς τὸ ἵδρυμα, ε) καθορίζει τὰς ἐργασίας τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, καταρτίζει τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῶν θεμάτων τῶν συνεδριῶν, ὑπογράφει τὴν ἐν γένει ἀλληλογραφίαν τοῦ ἱδρύματος, εἰσηγεῖται ἐπὶ ὅλων τῶν θεμάτων ἢ ὁρίζει εἰσηγητάς, στ) συντονίζει τὴν ἔρευναν καὶ ὁρίζει τὰς προϋποθέσεις διὰ τὴν εἰσαγωγὴν τῶν τροφίμων ὡς καὶ διὰ τὴν πρόσληψιν τοῦ ὑπαλληλικοῦ προσωπικοῦ, μισθωτοῦ ἢ μή, εἰσηγούμενος πάντοτε εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 8.

Καθήκοντα Ταμίου-Λογιστοῦ.

1. Ὁ Ταμίας εἰσπράττει, βάσει διπλοτύπων ἀποδείξεων, πᾶσαν προσφορὰν καὶ καταβάλλει πᾶσαν προκύπτουσαν χρηματικὴν δαπάνην, ἀφορῶσαν τὰς ἀνάγκας τοῦ ἱδρύματος, βάσει νομίμων δικαιολογητικῶν. Ἅπαντα τ' ἀνωτέρω ἀποδεικτικὰ στοιχεῖα ὀφείλει νὰ παραδίδῃ εἰς τὸν Λογιστὴν τοῦ ἱδρύματος τὸ πρῶτον δεκαήμενον τοῦ ἑπομένου μηνὸς ἵνα καταχωρῶνται ταῦτα εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ ἱδρύματος τηρούμενα λογιστικὰ βιβλία.

2. Ἡ λογιστικὴ ὑπηρεσία τοῦ ἱδρύματος, διεξάγεται ὑπὸ ὑπαλλήλων, ὁριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου. Ὁ Λογιστὴς τηρεῖ τὰ λογιστικὰ βιβλία τοῦ ἱδρύματος καὶ ἐκδίδει, ἐντολῇ τοῦ Προέδρου, τὰ γραμμάτια εἰσπράξεων καὶ τὰ ἐντάλματα πληρωμῶν.

Ἄρθρον 9.

Καθήκοντα Γραμματέως.

1. Ὁ Γραμματεὺς τοῦ ἱδρύματος συντάσσει τὰ πρακτικὰ τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, ἐποπτεύει τῆς τηρήσεως ἐκ μέρους τοῦ ἁρμοδίου ὑπαλλήλου τοῦ ἱδρύματος τοῦ σχετικοῦ μητρώου τῶν ὠφελουμένων ἐκ τοῦ ἱδρύματος προσώπων καὶ καρακολουθεῖ τὸ πρωτόκολλον ἀλληλογραφίας, τηρούμενον ὑπὸ τῆς Γραμματείας τοῦ ἱδρύματος.

2. Τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ Διοικ. Συμβουλίου ἀναλαμβάνουν ὑποχρεώσεις σχετικὰς πρὸς τοὺς σκοποὺς τοῦ ἱδρύματος καὶ ἀναλόγους πρὸς τὰς ἐν τῇ κοινωνίᾳ θέσεις των καὶ τὸ ἐπάγγελμά των, ἀποφάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 10.

Οἰκονομικὴ διαχείρισις.

1. Ἡ οἰκονομικὴ διαχείρισις τοῦ ἱδρύματος ἐνεργεῖται βάσει προϋπολογισμοῦ καὶ ἀπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, καταρτιζομένων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει καὶ τῶν βάσει αὐτοῦ ἐκδοθέντων καὶ ἐκδοθησομένων Διαταγμάτων.

2. Τὸ οἰκον. ἔτος ἄρχεται τὴν πρώτην (1ην) Ἰανουαρίου ἑκάστου ἔτους καὶ λήγει τὴν τριακοστὴν πρώτην (31ην) Δεκεμβρίου τοῦ ἰδίου ἔτους.

3. Τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἑκάστου ἔτους καταρτίζεται καὶ ψηφίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικ. Συμβουλίου τοῦ ἱδρύματος ὁ προϋπολογισμὸς ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτοῦ διὰ τὸ ἑπόμενο ἔτος, ἐντὸς δὲ δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως ἑκάστου ἔτους, συντάσσει τὸν ἀπολογισμὸν καὶ τὸν Ἰσολογισμὸν τῆς ληξάσης χρήσεως καὶ ὑποβάλλει τούτους ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν ἁρμοδίων οἰκονομικῶν φορέων, οἵτινες ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ἐξετάζουν τὰ βιβλία καὶ πάντα τὰ δικαιολογητικὰ τῆς διαχειρίσεως καὶ νὰ ὑποβάλλουν τὴν ἔκθεσίν των εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

Ἄρθρον 11.

Τηρούμενα βιβλία.

1. Ὑπὸ τοῦ ἱδρύματος τηροῦνται ὑποχρεωτικῶς τὰ κάτωθι βιβλία καὶ στοιχεῖα : α) Βιβλίον εἰσερχομένων καὶ ἀξερχομένων ἐγγράφων (πρωτόκολλον) εἰς ὃ καταχωροῦνται συνοπτικῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν πάντα τὰ εἰσερχόμενα καὶ ἐξερχόμενα ἔγγραφα, β) βιβλίον πρακρικῶν τῶν συνεδριάσεων τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, γ) βιβλίον λογιστικῆς παρακολουθήσεως, εἰς ὃ καταχωρίζονται ἀνελλιπῶς καὶ κατὰ χρονολογικὴν σειράν, μετὰ τῆς δεούσης λογιστικῆς τάξεως, τὰ κατὰ τὴν διαχείρισιν ἑκάστου οἰκον. ἔτους πραγματοποιούμενα ἔσοδα καὶ ἔξοδα, δ) στελέχη διπλοτύπων εἰσπράξεων καὶ ἐνταλμάτων πληρωμῆς ἠριθμημένα εἰς ἕκαστον φύλλον αὐτῶν εἰς συνεχῆ αὔξοντα ἀριθμόν, τοῦ συνολικοῦ ἀριθμοῦ τῶν φύλλων ἑκάστου στελέχους βεβαιουμένου ὁλογράφως καὶ ἀριθμητικῶς διὰ πράξεως τοῦ Προέδρου τοῦ Διοικ. Συμβουλίου εἰς τὴν τελευταίαν σελίδα τοῦ τελευταίου φύλλου.

2. Ἐκτὸς τῶν ἀνωτέρω, ὑποχρεωτικῶς τηρουμένων βιβλίων καὶ στοιχείων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίζει περὶ τῆς τηρήσεως καὶ ἑτέρων βιβλίων ἢ στοιχείων, ἅτινα, κατὰ τὴν κρίσιν του, ἤθελον θεωρηθῇ ἀναγκαῖα διὰ τὴν παρακολούθησιν τῆς διαχειρίσεως τῆς περιουσίας τοῦ ἱδρύματος καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ.

Ἄρθρον 12.

Δωρηταὶ-Εὐεργέται-Ἱδρυταί.

1. Τὸ Διοικ. Συμβούλιον τοῦ ἱδρύματος ἀνακηρύσσει ὑποχρεωτικῶς : α) Δωρητὰς τοὺς προσφέροντας εἴκοσι χιλιάδας ἕως ἑκατὸν πεντήκοντα χιλιάδας δραχμάς, β) Εὐεργέτας τοὺς προσφέροντας ἀπὸ ἑκατὸν πεντήκοντα χιλιάδας μία ἕως πεντακοσίας χιλιάδας δραχμάς, γ) Μεγάλους εὐεργέτας τοὺς προσφέροντας ἀπὸ πεντακοσίας χιλιάδας μία ἕως ἓν ἑκατομμύριον δρχ., δ) Ἱδρυτὰς τοὺς προσφέροντας ἄνω τοῦ ἑνὸς ἑκατομμυρίου δραχμῶν.

2. Τὰ ὀνόματα τῶν Ἱδρυτῶν, Μεγάλων Εὐεργετῶν, Εὐεργετῶν καὶ Δωρητῶν ἀναγράφονται εἰς εἰδικὰς μαρμάρινας πλάκας ἀναρτωμένας εἰς κατάλληλον καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, εἰς περίοπτον ἐν τῷ κτιρίῳ τοῦ ἱδρύματος χῶρον.

Ἄρθρον 13.

Τύχη περιουσίας.

Ἡ περιουσία τοῦ ἱδρύματος εἰς περίπτωσιν καταργήσεως αὐτοῦ, περιέρχεται εἰς ἕτερον κοινωφελὲς ἵδρυμα, παρεμφεροῦς σκοποῦ ἑδρεῦον ἐν Κερκύρᾳ ἢ Παξούς, ὑποδει-

κνυόμενον παρὰ τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Κερκύρας καὶ Παξῶν.

Ἄρθρον 14.

Τροποποίησις Ὀργανισμοῦ.

Ὁ παρὼν Ὀργανισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ ἢ συμπληρωθῇ δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικ. Συμβουλίου λαμβανομένης ἐκ τῶν πέντε ἑβδόμων (5/7) τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῶν μελῶν αὐτοῦ καὶ ἐγκρινομένης διὰ Π. Δ/τος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, τηρουμένης τῆς διαδικασίας τοῦ ἄρθρου 98 τοῦ Α.Ν. 2039/1939.

Ἄρθρον 15.

Ἐσωτερικὸς Κανονισμός.

Τὰ τῆς ἐσωτερικῆς λειτουργίας τοῦ ἱδρύματος, τοῦ διαιτολογίου καὶ τῆς παρεχομένης πρὸς τοὺς περιθαλπομένους ἰατροφαρμακευτικῆς κ.λπ. περιθάλψεως ρυθμίζονται δι' ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, συντασσομένου ὑπὸ τῆς διοικήσεως τοῦ ἱδρύματος ἐγκρινομένου δι' ἀποφάσεως τοῦ οἰκείου Νομάρχου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Ν.Δ. 162/1973.

Ἄρθρον 16.

Πᾶν θέμα ἀνακῦπτον κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ παρόντος καὶ μὴ ρητῶς προβλεπόμενον ὑπ' αὐτοῦ, ρυθμίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικ. Συμβουλίου.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ